



## Les divisions s'aggravent dans l'armée britannique sur la présidentielle américaine

Par [Robert Stevens](#)

Mondialisation.ca, 09 novembre 2016  
[wsws.org](#) 8 novembre 2016

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Analyses: [Élections USA](#)

Sir Richard Shirreff, un général britannique récemment retraité, a déclaré publiquement son opposition au candidat présidentiel républicain aux États-Unis, Donald Trump.

Parlant au *Daily Telegraph conservateur*, Shirreff, commandant suprême adjoint alliés de l'OTAN en Europe entre 2011 et 2014, a déclaré : « Nous voici à quelques jours de l'élection et c'est une vraie et réelle menace, le fait que Trump dise qu'il pourrait ne pas respecter l'article 5 ».

L'article 5 du traité de l'OTAN, qui est dirigée par les États-Unis, engage chacun de ses membres à venir en aide militairement à tout membre faisant face à une attaque.

Shirreff a ajouté : « La défense de l'Europe pendant la guerre froide dépendait de la certitude totale que quel que soit le président dans le bureau ovale, quel que soit le parti, les États-Unis viendraient à la défense de l'Europe.

Shirreff prône avec énergie que la Grande-Bretagne doive se préparer à la guerre avec la Russie, dans le cadre de l'OTAN. Plus tôt cette année, il a publié un livre intitulé *2017 : War with Russia : An Urgent Warning from Senior Military Command*. (2017 : La guerre avec la Russie : Un avertissement urgent du Commandement militaire supérieur).

L'élite dirigeante de la Grande-Bretagne, est gravement préoccupée pour l'avenir de l'Europe au sujet du résultat d'une élection où s'opposent les deux candidats les plus impopulaires de l'histoire américaine. Après le vote référendaire de juin pour quitter l'Union européenne (UE), la Grande-Bretagne est en plein dans une crise constitutionnelle et politique sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'atmosphère est tellement fébrile que la discussion dans les milieux dirigeants sur les élections américaines est axée sur les implications pour l'alliance de l'OTAN, pour la sécurité des puissances européennes et sur la question des préparatifs de guerre contre la Russie, dans lesquels la Grande-Bretagne joue un rôle majeur.

L'intervention de Sherriff venait contrer celle du général Lord Richards, chef d'état-major de la Défense de 2010 à 2013. La semaine dernière, Richards a soutenu qu'une guerre dévastatrice entre les États-Unis, avec leurs alliés, et la Russie était moins probable si Trump était élu à la Maison Blanche. S'adressant au magazine parlementaire *House*, Richards a déclaré : « Ce sont les acteurs non étatiques comme l'ÉI qui représentent la plus grande menace pour notre sécurité. Si les pays et les États pouvaient mieux s'unir contre ces gens, et je pense que l'instinct de Trump est d'emprunter cette voie, alors je pense qu'il

y a des raisons pour dire que le monde ne sera certainement pas moins sûr. C'est ce manque de compréhension et de solidarité les uns avec les autres en tant que grandes puissances qui est un risque pour nous tous en ce moment ».

Richards a averti du danger imminent d'une guerre avec la Russie, ce qui impliquerait immédiatement le Royaume-Uni comme principal allié de l'Amérique, si Hillary Clinton arrivait au pouvoir. Il a dit de la guerre en Syrie, où le gouvernement russe soutient le régime de Bashar al-Assad, tandis que les milices d'opposition soutenues par les États-Unis et la Grande-Bretagne se disputent pour le destituer : « À moins qu'elle ne soit prête à le faire correctement, et entrer en guerre avec la Russie, elle ne devrait pas parler de zones d'exclusion aérienne et nous non plus. Il faudrait abattre des avions russes pour l'imposer. Voulons-nous vraiment entrer dans une vraie guerre au sujet d'Alep ? »

Il a prévenu : « L'alternative est que l'Occident déclare une zone d'exclusion aérienne, ce qui signifie que l'on doit être prêts à partir en guerre contre la Russie en fin de compte. Je ne vois d'appétit pour cela et, franchement, je n'y vois pas beaucoup de sens. »

À côté des remarques de Shirreff, Lord West of Spithead, ancien commandant général de la *Royal Navy* et ancien ministre travailliste de la sécurité, a émis des commentaires sur un nouveau char d'assaut russe. Il a dit au *Daily Telegraph* qu'il était « très inquiet » au sujet d'un renforcement militaire russe. West a qualifié l'économie russe d'« une économie de guerre. Ils ont le PIB de l'Italie et ils essaient de dépenser autant sur la défense que l'Amérique. Ce qu'ils font est insupportable et quand quelque chose est insoutenable, alors tout peut arriver ».

On ne saurait pas, d'après les commentaires de West, que les principales puissances de l'OTAN gaspillent de vastes quantités de leur propre PIB en se préparant à la guerre avec la Russie et la Chine.

En août, West a déclaré au quotidien *Daily Star* : « Si l'UE commence à se décomposer et que les choses tournent vraiment mal en Europe, ce qui je pense pourrait bien arriver, historiquement deux fois au cours du siècle dernier nous avons dû aller y mettre de l'ordre à un immense coût en sang et en trésorerie pour notre nation ».

Sur la Chine, West a déclaré : « Je ne crois pas que nous puissions laisser les Américains gérer cela par eux-mêmes, nous devons les aider ».

Les conservateurs britanniques, soutenus par le Parti travailliste de l'opposition, ont accepté récemment le renouvellement du système de missiles nucléaires Trident, à un coût estimé à plus de 200 milliards de livres sterling (soit près du double du coût annuel du Service national de santé).

L'intervention de personnalités militaires de premier plan dans les affaires politiques est maintenant un événement régulier et est révélateur de la désintégration de la démocratie britannique. En septembre 2015, au lendemain de la victoire écrasante de Jeremy Corbyn issu de la « gauche » du Parti travailliste dans la compétition pour la direction du parti, le *Sunday Times* a publié les commentaires d'un « général haut gradé en fonction » selon lesquels, dans l'éventualité où Corbyn deviendrait Premier ministre, il y aurait « La perspective très réelle » d'une « mutinerie ». Des éléments au sein de l'armée seraient prêts à utiliser « n'importe quel moyen », a déclaré l'officier.

Quelques semaines plus tard, l'agent militaire britannique le plus haut gradé, le chef de l'état-major de la Défense Sir Nicholas Houghton, a été interrogé par Andrew Marr de la BBC au sujet de la déclaration de Corbyn selon laquelle il n'autoriserait jamais l'utilisation d'armes nucléaires. Il répondit : « Eh bien, cela m'inquiéterait si cette pensée était traduite en pouvoir ».

La crise constitutionnelle ouverte par le référendum du Brexit et la tentative du camp pro-UE vaincu de revenir sur le vote a incité une autre intervention extraordinaire de hauts responsables militaires. Lord West et Lord Dannatt, anciens chefs de l'armée, ont exprimé leur opposition au jugement de la Cour suprême de la semaine dernière selon lequel la Première ministre Theresa May ne peut pas déclencher l'article 50, ce qui mettrait en branle la procédure pour quitter l'UE en ayant recours aux pouvoirs de la « prérogative royale ». Parmi les autres pouvoirs relevant de cette prérogative il y a « le contrôle, l'organisation et la disposition des Forces armées ».

Lord Dannatt a déclaré au *Sunday Telegraph* : « Ce jugement ne devrait pas avoir d'effet sur l'utilisation future de la prérogative royale en ce qui concerne l'autorisation d'une action militaire. Je le crains, mais il appartient maintenant au gouvernement de bien préciser que ce lien n'est pas légitime et ne devrait pas être fait ».

Il a ajouté : « C'est une sorte de gouvernement de consensus, alors qu'en fait, le Premier ministre doit être un chef, pour prendre des décisions et vivre avec les conséquences ».

Lord West a dit : « Il y a des gens qui n'aiment pas la capacité d'utiliser la prérogative royale pour réagir et aller à la guerre rapidement si on en a besoin en tant que nation et je crains qu'ils aient tort. Nous élisons un gouvernement et le devoir entier d'un gouvernement est de gouverner. Il peut y avoir une occasion où vous devez agir parce que le temps d'agir est si petit. Vous ne pouvez pas en discuter au Parlement ».

L'inquiétude croissante à l'égard des élections américaines en Grande-Bretagne s'exprime dans toute l'Europe.

La plupart des dirigeants européens veulent une victoire pour Hillary Clinton, qui, selon eux, sauvegardera, du moins pour le moment, les relations économiques, politiques et militaires transatlantiques. Mais il y a des positions opposées dans chaque pays. En France, Marine Le Pen, leader du Front national néo-fasciste, est une candidate sérieuse aux élections présidentielles d'avril-mai de l'année prochaine. Ayant déjà prôné des relations plus amicales avec le président russe Vladimir Poutine, Le Pen a approuvé Trump, affirmant que « c'est un candidat moins dangereux que Hillary Clinton ». « Clinton ; c'est la guerre », a-t-elle ajouté.

Robert Stevens

Article paru en anglais, WSWS, le 8 novembre 2016

À lire également :

[Le ministre de la Défense britannique déclare que le R-U serait prêt à entrer en guerre contre la Russie](#), 3 novembre 2016

[Retired British general predicts war with Russia, denounces Cameron government as "semi-pacifist"](#), 21 mai 2016

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Robert Stevens](http://wsws.org), [wsws.org](http://wsws.org), 2016

---

Articles Par : [Robert Stevens](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)